

Suivez-nous sur les réseaux sociaux



L'EDITO du CEIPI : CNU, la procédure de qualification aura bien lieu

Ce n'est pas en tant que Directeur du laboratoire de recherche du CEIPI, fonction que j'exerce depuis le 1er janvier 2021, mais comme membre élu de la section 01 (droit privé et science criminelle) du CNU que je voudrais adresser ces quelques mots.

Les deux dernières années ont été pour le moins mouvementées, avec un fort mouvement de résistance de la part des juristes face aux réformes gouvernementales. L'enjeu, pour faire court, tient au rôle du CNU dans les procédures de qualification, réduit à la portion congrue par la loi de programmation de la recherche (2021-2030), adoptée le 20 novembre 2020, et un amendement sénatorial voté dans des conditions contestables. Fondamentalement, beaucoup ont considéré que l'indépendance des enseignements et la qualité des recrutements (et donc la qualité des enseignements à l'université) étaient en péril : la procédure nationale de qualification autorise une évaluation objective des qualités scientifiques des enseignants-chercheurs. Si la qualification concernant les maîtres de conférences est maintenue pour les juristes pour une durée de 4 ans pour une période « expérimentale », ce n'est pas le cas pour la qualification aux fonctions de professeur des universités.

À l'issue d'un ferme mouvement de « mise en pause » de ses travaux (pour ne pas dire « grève »), cette qualification a été en partie rétablie. Tout est dans le « en partie » ... Et, de fait, un certain nombre de membres de la section 01 ont démissionné fin 2022. Il ne s'est pas agi d'une démission collective et, que nos jeunes docteurs se rassurent : la campagne de qualification aura bien lieu en février 2023.

Cela ne saurait masquer une certaine résignation de la part des enseignants-chercheurs qui entament leur dernière année d'un mandat assumé avec le plus grand sérieux et une qualité de travail dont je peux témoigner qu'elle est exceptionnelle : il est néanmoins loisible de se demander si les jours de l'évaluation scientifique au niveau national, permettant d'éviter le règne du localisme à tout-va, ne sont pas comptés...

Franck Macrez

Évènements à venir

Colloque : Actualité fiscale 2023

Vendredi 13 janvier 2023

📍 Amphithéâtre, Collège doctoral européen

Rencontre-débat : Les migrants, les accueillir ou les reconduire ?

Mercredi 18 janvier 2023 de 18h à 20h

📍 La T'Rêve, 4 Rue Saint-Joseph, 67200 Strasbourg

Colloque : Renforcer la protection de l'animal en droit de l'union européenne

Vendredi 20 janvier 2023

📍 Salle des conférences, MISHA

Colloque : Les règlements européens Digital Markets et Services Acts (DMA-DSA). Aspects de droit international privé

Vendredi 20 janvier 2023

📍 Amphithéâtre 306, ENGEES

Rencontre avec le Conseil d'État

Vendredi 27 janvier 2023

📍 Salle Redslob, Faculté de droit

Rencontre-débat : Chômeurs, vous n'avez qu'à traverser la rue !

Mercredi 8 février 2023 de 18h à 20h

📍 Lieu à définir

9^e journée d'actualité sur l'espace de liberté, de sécurité et de justice

Vendredi 10 février 2023

📍 Salle Alex Weill, Faculté de droit

Cycle de conférences : Les violences sexistes et sexuelles

Jeudi 30 mars 2023 de 18h à 20h

📍 Mulhouse

Soutenances de thèse et HDR

Y. BASIRE - (HDR) LR CEIPI - Propriété intellectuelle et pop culture - **1er décembre 2022**

F. CHABAS - CDPF - Les circonstances insurmontables en procédure pénale. Essai d'une théorie générale - **2 décembre 2022**

M. VINCENTE - UMR DRES - Les droits collectifs des travailleurs de plateformes. Étude sur le champ d'application personnel des droits collectifs dans le contexte des plateformes numériques - **13 décembre 2022**

L.SPIESS - IRCM - La neutralité de l'État en question - **6 janvier 2023**

J.-J. MADIANGA NKWEKIAL - IRCM - L'influence de la Cour de Strasbourg sur la Cour d'Arusha, un progrès vers l'universalité des droits de l'homme ?

Vendredi 27 janvier 2023 à 14h

📍 Salle Ourisson, Institut le Bel

S. ALLIOUI - CEIE - Un remodelage de l'accès au juge européen : les défis de la justice européenne

Mardi 28 février 2023 à 14h

📍 Salle Alex Weill, Faculté de droit

Prix de thèse 2022

- ♦ **L. BESNIER (UMR DRES)**, lauréate du Prix de thèse décerné par l'Association Française de Droit du Travail et de la Sécurité sociale (AFDT).
- ♦ **S. GAKIS (CEIE)**, lauréat du Prix Jacques-Mourgeon de la Société française pour le droit international (SFDI).
- ♦ **N. KANSU OKYAY (CEIE)**, lauréate du prix de la meilleure thèse en droit privé de la Faculté de Droit, de Sciences Politiques et de Gestion de l'Unistra.
- ♦ **A. SHEHA (IRCM)**, Lauréat du prix spécial Droit comparé de l'Association Française des Docteurs en Droit (AFDD).

Conférence Hors-Unistra

S. PIERRE-MAURICE (CDPF) et L. JACQUOT, Le rôle des chefs de juridiction dans la Gestion RH des magistrats, IERDJ, Arrêt sur recherche n°1, 8. Nov. 2022, <https://www.youtube.com/watch?v=QH4NfNsMwEc>

Publications

OUVRAGES

- F. BARVIAUX, Y. LE FOULGOC et P. LAZZAROTTO (dir.)**, *La discrétion*, Mare & Martin, nov. 2022, 310p.
- F. BERROD et M. FREY (dir.)**, *Article 13, par. 2, du traité d'Aix-la-Chapelle – possibilités, limites et applications pratiques*, Nomos Edition, déc. 2022, 158p.
- I. BOEV (dir.)**, *La Convention européenne des droits de l'homme et la protection des minorités nationales*, L'harmattan, nov. 2022, 274p.
- F. MACREZ et T. DEBLED (dir.)**, *Quel degré d'harmonisation du droit des brevets en Europe ?* LexisNexis, déc. 2022, 200p.
- B. WASSENBERG (dir.)**, *Frontières, acteurs et représentations d'Europe, Mélanges en l'honneur de Sylvain schirmann*, Peter Lang, oct. 2022, 544p.

ARTICLES ET NOTES DE JURISPRUDENCE**UR 1351 - CDPF**

- N. KILGUS**, « La renonciation, par l'entrepreneur individuel, à la séparation de ses patrimoines », *Sol. Not. Hebdo*, 31/21, Sept. 2022, p. 14.
- N. KILGUS**, « Le droit réel *sui generis* : plaidoyer pour une utilisation décomplexée... et raisonnée », *RTD civ.* juillet –sept. 2022, n°3, pp. 515-538.
- N. KILGUS**, « La structuration de l'entreprise et obligation de vigilance écologique », in A. CASADO et F. SAFI (dir.), *L'entreprise face aux défis environnementaux*, IRJS Editions, déc. 2022, pp. 39-50.
- N. KILGUS**, « La renonciation au patrimoine professionnel », in J-F HAMELIN et N. Jullian (dir.), *La réforme du statut de l'entrepreneur individuel*, LGDJ, déc. 2022, pp. 102-118.
- J. MATTIUSSI**, « Bi-catégorisation des sexes et compétitions sportives : vers la fin d'un dogme ? », *D.2022*, p. 1822.
- J. MATTIUSSI**, « L'identité numérique : une disparition sociale des corps ? », *J.Int. Bioéthique*, 2022, vol. 33, n°2.
- J. MATTIUSSI**, « Précisions européennes sur l'étendue du consentement médical », *RDS*, 2022. p. 107.
- A. TISSERAND-MARTIN, E. NAUDIN, C. SIMLER et M. STORCK**, « Chronique - Régimes matrimoniaux », *JCP G*, n° 41, oct. 2022, doct. 1176.
- G. WIEDERKEHR, M. STORCK et A. TISSERAND-MARTIN**, « Chronique-Régimes matrimoniaux », *JCP N*, n° 43, oct. 2022, doct. 1248, pp.55-61.

UR 3399 - IRCM

- G. DARTIGUE**, « La question de la limitation du mandat présidentiel devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme : une illustration de la tension entre "démocratie et représentation" en droit international des droits humains », *Europe des droits & Libertés*, 2022/2, n°6, pp. 285-297.
- G. ECKERT**, « Retour sur la théorie de l'imprévision », *Contrats-Marchés publ.* n°10, oct. 2022, repère 9.
- G. ECKERT**, « Partenariat public -privé institutionnel et limitation de la part de capital social détenu par le pouvoir adjudicateur. CJUE, 1er août 2022, aff. C-332/20 », *Contrats-Marchés publ.* n°11, nov. 2022, comm. 296.
- G. ECKERT**, « L'individu et la commande publique », *Contrats-Marchés publ.* n°1, janv. 2023, repère 1.
- R. HERTZOG**, « Les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales au prisme de la légitimité », in C. HUSSON ROCHCONGAR (dir.), *La légitimité en finances publiques*, Mare & Martin, nov. 2022, pp. 301-330.
- J. JEANNENEY**, « Libres de mourir ? La Cour constitutionnelle italienne, cavalier seul. Ord., n° 207/2018, 24 oct. 2018 ; n° 242/2019, 25 sept. 2019 ; n° 50/2022, 15 fév.2022 », *RFDA*, nov. déc. 2022, pp. 1151- 1160.
- J.F. LAFAIX**, « Les biens de retour immatériels ; note sous CE, 16 mai 2022, Communes de Nîmes, n° 45904 », *RFDA*, n°38, Sept- Oct. 2022, p. 803.
- J.F. LAFAIX, et R. LEONETTI**, « Bail réel solidaire et commande publique », *Contrats-Marchés publ.* Étude 9, n°11, nov. 2022, pp. 7-14.
- J.F. LAFAIX**, « Le remède de la régularisation du contrat », *RDC*, n° 4, déc. 2022, pp. 133-139.
- E. MULLER**, « Pas de droit à la régularisation pour le soumissionnaire dont l'offre est irrégulière » *Contrats-Marchés publ.* n°1, janv. 202, comm. 10.
- E. MULLER**, « Médiation en vue du règlement financier entre un délégataire et la collectivité délégante », *Contrats-Marchés publ.* n°12, déc. 2022, comm. 335.
- K. SALEM et A. SHEHA**, « Les Conseils d'Etat français et égyptien : au-delà de la convergence », *RIDC*, oct.-déc. 2022, pp. 827-842.
- A. VENANT**, « Normalisation technique et sécurité et santé au travail », in F. AUBREY-CAILLAUD ET L. LEBON (dir.), *Etude des frontières inavouées au commerce international : les normes techniques*, Pedone, oct. 2022, pp. 83-96.

UR 4345 - LR CEIPI

Y. BASIRE, B. GEOFFRAY, D. GUIU, V. MAURIAC, O. THRIERR, « Chronique - Un an d'actions en nullité et en déchéance devant l'INPI (2 e partie) », *Propriété industrielle*, n°1, nov. 2022, pp. 16-24.

C. GEIGER, F. SCHONHERR et B.J JÜTTE, « Normalisation technique et sécurité et santé au travail », in F. AUBREY-CAILLAUD et L. LEBON (dir), *Etude des frontières inavouées au commerce international : les normes techniques*, Pedone, oct. 2022, pp. 83-96.

C. GEIGER, F. SCHONHERR et B.J JÜTTE, « Limitations to Copyright in the Digital Age, Safeguards for User's Rights, Creativity and Author's Remuneration Interests », in A. SAVIN et J. TRZASKOWSKI (eds.), *Research Handbook on EU Internet Law*, 2nd ed., Edward Elgar, Forthcoming, sept 2022, 37p.

F. MACREZ, Y. BASIRE, F. DONAUD, P. GREFFE, N. KAPYRINA, C. LE GOFFIC, S. MARTIN, C. PIEDOIE et R. SOUSTELLE, « Un an de jurisprudence européenne en propriété industrielle », *Propriété industrielle*, n° 1, nov. 2022, pp. 25-32.

UR 7307 - CEIE

F. BERROD, « Ré-appropriation des frontières intérieures en Europe, un nouveau narratif », *Revue Hermès*, n°90, 2022, p. 99.

F. BERROD, « Chronique Marché intérieur - Rendre le marché intérieur résilient : tirer les enseignements des polycrises européennes », *RTD Eur*, Juillet-sept 2022, p. 421.

E. CASTELLARIN, « Les travaux de la CNUDCI sur la réforme du règlement des différends investisseurs-Etat au prisme de la légitimité des dépenses publiques », in, C. HUSSON ROCHCONGAR (dir.), *La légitimité en finances publiques*, Mare & Martin, nov. 2022, pp. 403-422.

S. GAKIS, « L'activation de la directive "Protection temporaire" : l'apport d'un instrument sui generis à la protection des personnes déplacées », *RTDH*, n°132, oct. 2022, pp. 771-794.

S. GAKIS, « Entre la sémantique et la pragmatique du discours de réforme : la terminologie, un pont ou un obstacle », *Revue de l'Union européenne*, n°662, oct-nov. 2022, pp. 542-550.

S. GAKIS, « La Cour EDH à l'épreuve de l'invasion russe en Ukraine : l'efficacité de la protection des droits fondamentaux dans le cadre d'un conflit armé », *Europe des droits & libertés*, 2022/2, n°6, pp. 272-284.

L. JACQUET, « Les défenseurs et défenseuses des droits en Amérique latine, tour d'horizon des débats et enjeux », *RDH*, n°22, 2022, 12p.

S. RAKIC, « La migration régulière sous l'angle du nouveau Pacte sur la migration et l'asile du 23 septembre 2020 », *Europe des droits & libertés*, 2022/2, pp. 298-309.

J. RONDU, « Le règlement Dublin devant la CJUE ; l'individu sujet du système européen d'asile », *Revue de l'Union européenne*, n° 662, oct-nov. 2022, pp. 551-557.

J. RONDU, « Les limites du contrôle de proportionnalité face à la précarisation du statut fondamental du citoyen. A propos de l'arrêt CJUE (GC) 18 janvier 2022, *JY c/ Wiener Landesregierung* (Révocation d'une assurance de naturalisation) », *RTDH*, Juillet-sept. 2022, pp. 367-382.

E. STOPPIONI, « En finir avec Dublin ? une lecture néo-gramscienne », *Revue de l'Union européenne*, n°662, oct-nov. 2022, pp. 558-567.

E. STOPPIONI, et H. RUIZ FABRI, « L'exportation du modèle universel vers les juridictions internationales », in S. GUINCHARD (dir), *Droit processuel*, Paris, Dalloz, 2021, 11e éd., pp. 1331-1413.

UMR 7354 DRES

L. BAKIR, « Provocation à la haine, à la discrimination ou à la violence à l'égard d'un groupe de personnes à raison de leur religion : le curseur fixé par la Cour de cassation pour qualifier l'infraction », *Europe des Droits & Libertés*, 2022/2, n°6, pp. 310-324.

T. DE RAVEL D'ESCLAPON, « Un million pour un « post » ! de l'influence de la SEC sur l'influence de Kim Kardashian ? », *Dalloz-actualité*, oct. 2022.

J. LASSERRE CAPDEVILLE, C. MOLIN-MABILLE et C. RUBAL HOYER, table ronde sur « Les dernières évolutions du droit applicable aux courtiers en crédit », *Cahiers de droit de l'entreprise*, n°5, Sept-oct. 2022, pp. 9-16.

J. LASSERRE CAPDEVILLE, « Intermédiaires en opérations de banque et en services de paiement. Exercice de l'activité », *JCL. Banque - Crédit - Bourse*, oct. 2022, Fasc. 136, 22p.

M. STORCK, « La fin de vie des fonds de capital investissement à destination des particuliers », *RD bancaire et fin*, n°5, sept-oct. 2022, pp. 51-52.



LES INFORMATIONS SUR LES AUTRES ÉVÈNEMENTS ET LES PROGRAMMES À TÉLÉCHARGER SONT DISPONIBLES SUR LE SITE DE LA FÉDÉRATION, DÈS QUE LES INFORMATIONS SONT COMMUNIQUÉES À LA FÉDÉRATION PAR LES RESPONSABLES SCIENTIFIQUES.

AFIN DE POUVOIR ENRICHIR CES ACTUS, NOUS VOUS REMERCIONS DE BIEN VOULOIR NOUS ENVOYER TOUTE INFORMATION QUE VOUS JUGERIEZ UTILE AUX ADRESSES SUIVANTES : JNYOBE@UNISTRA.FR / FRU6703-CONTACT@UNISTRA.FR.